

Le rôle du risque de chômage et des valeurs dans l'attitude envers les étrangers

Au cours des dernières décennies, l'immigration est devenue un sujet systématiquement politisé par les partis et organisations de droite en Suisse. À en juger par le succès électoral de partis qui occupent une place centrale dans la lutte contre l'immigration, il semble que le soutien aux politiques restrictives dans ce domaine ne se limite pas aux camps xénophobes. Cette tendance découle-t-elle de la mobilisation d'électeurs potentiels ou assistons-nous à un changement fondamental d'attitude envers les étrangers?



L'économie considère l'immigration comme favorable à la croissance, tandis que les opposants dénoncent la surpopulation étrangère. L'acceptation individuelle dépend, toutefois, autant du niveau de formation que du bagage culturel. En illustration: travailleur kosovar en Suisse.

Photo: Keystone

L'immigration est depuis longtemps un pilier fondamental du succès économique de la Suisse. La forte croissance de l'après-guerre et la libéralisation progressive du commerce international ont transformé la politique migratoire en instrument macroéconomique. Libéralisée sous la contrainte des relations bilatérales, celle-ci a permis de puiser temporairement dans la main-d'œuvre étrangère et, ainsi, de satisfaire les besoins de notre économie. Parallèlement, l'immigration a été l'objet d'attentions contradictoires. Les initiatives de James Schwarzenbach dans les années sep-

tante reflétaient le sentiment que la migration échappait à tout contrôle. Deux grands courants s'affrontent depuis lors: les milieux économiques partisans de la croissance et les opposants à la prétendue surpopulation étrangère.

Alors que de plus en plus d'études s'intéressent aux rapports que la société entretient avec la population étrangère, il n'existe que très peu de recherches spécifiques à la Suisse. Les prochaines initiatives concernant la limitation de l'immigration appellent, pourtant, à comprendre ce qui détermine l'attitude de notre société envers les étrangers.



Marco Pecoraro
Forum suisse pour l'étude des migrations et de la population, université de Neuchâtel



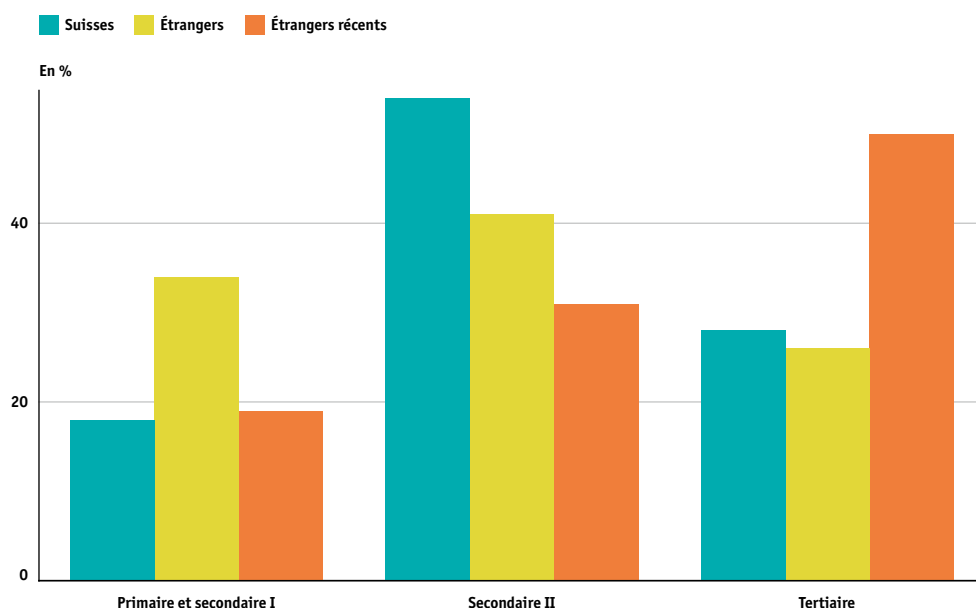
Didier Ruedin
Forum suisse pour l'étude des migrations et de la population, université de Neuchâtel

Des niveaux de formation reflétant les besoins de l'économie

Le graphique 1 montre la répartition du niveau de formation (obligatoire, secondaire supérieur, tertiaire; voir encadré 2) dans la population en âge de travailler, selon trois groupes nationaux (ressortissants suisses, ensemble des ressortissants étrangers, étrangers établis en Suisse pour moins de cinq

Graphique 1

Niveaux de formation par groupe national, 2012



Remarque : individus appartenant à la tranche d'âge 18-65 ans ; les étrangers récents correspondent à ceux qui résident en Suisse depuis moins de 5 ans.

Source : Espa 2012 / La Vie économique

Encadré 1

Remerciements

Cet article a bénéficié de la relecture de Florian Tissot. Il est basé principalement sur l'étude *A Good Foreigner Is a Foreigner Who Doesn't Steal My Job: The Attitudinal Role of Skills, Unemployment Risk and Values*, financée par le Fonds national suisse de la recherche scientifique dans le cadre du projet n° 138620 intitulé *Explaining Individual Attitudes towards Foreigners in Switzerland*.

Encadré 2

Niveaux de formation en Suisse

Obligatoire (primaire + secondaire I)

- École obligatoire inachevée
- École obligatoire, formation professionnelle élémentaire
- Stage ménager, école commerciale courte

Secondaire supérieur (secondaire II)

- École de formation générale
- Apprentissage (CFC)
- École professionnelle à plein temps
- Baccalauréat/maturité

Tertiaire

- Formation professionnelle supérieure avec maîtrise, brevet fédéral
- École technique ou professionnelle
- École professionnelle supérieure ETS
- Université, haute école universitaire, HEP, HES

ans). Cette répartition illustre la nature des flux migratoires vers la Suisse depuis la fin des années nonante et n'a pas changé de manière substantielle depuis lors.

Comme la politique migratoire a privilégié le recrutement de personnel étranger *peu qualifié* avant les années nonante, la proportion la plus élevée de personnes ayant seulement un niveau de formation obligatoire se trouve sans surprise parmi les ressortissants étrangers. Par ailleurs, on retrouve autant dans cette catégorie les étrangers récemment installés que les ressortissants suisses. Cela reflète une politique donnant la priorité à la migration européenne, qui permet aujourd'hui encore d'attirer des étrangers – principalement d'Italie et du Portugal – avec un faible niveau de formation.

En termes de *formation secondaire supérieure*, les ressortissants suisses forment le groupe le plus important (environ 60%). Ce constat découle du système dual qui favorise la filière de l'apprentissage au détriment des autres filières. C'est pourquoi la proportion de diplômés du *niveau tertiaire* parmi les étrangers récents dépasse nettement celles des autres groupes. Nous observons donc une sorte de bipolarité en termes de formation chez les étrangers en Suisse. Cette concentration aux extrémités de la distribution reflète les pénuries qui marquent le marché du travail. Les politiques d'immigration mises en place semblent ainsi réussir à contrecarrer le manque de main-d'œuvre

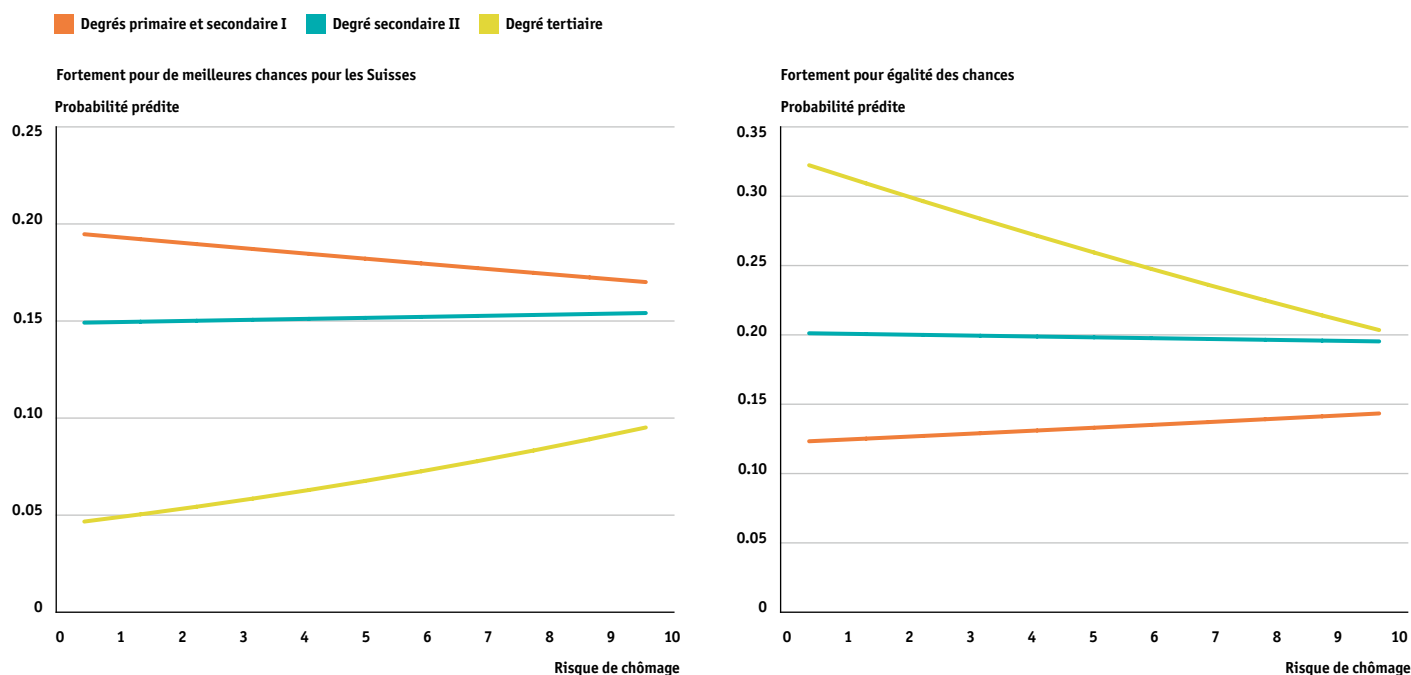
peu et très qualifiée. Historiquement, cela signifie que l'attention a d'abord porté sur le travail peu qualifié, avant de s'étendre, depuis les années nonante, à l'immigration hautement qualifiée.

Un projet financé par le Fonds national suisse

Dans un projet financé par le Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS), nous tentons d'expliquer l'attitude exprimée envers les étrangers. Plus précisément, nous nous focalisons sur *les différences individuelles dans les attitudes en termes d'égalité des chances à l'égard des ressortissants étrangers en Suisse*. La littérature considère couramment que les comportements négatifs envers les étrangers sont liés au marché du travail. Les immigrants représentent une concurrence non désirée sur le plan économique, à laquelle se mêlent des aspects culturels. Notre projet adopte une approche novatrice qui combine des aspects économiques et politiques, tout en accordant une attention particulière aux différentes théories explicatives. Pour ce faire, nous utilisons des données au niveau individuel du panel suisse des ménages (PSM), qui est basé au Centre de compétences suisse en sciences sociales (Fors). Cela nous permet d'examiner dans quelle mesure l'hypothèse de la concurrence sur le marché du travail est pertinente par rapport à la formation des attitudes en Suisse. Le lien entre ces dernières et

Graphique 2

Probabilités prédites par niveau de formation



Remarque: probabilités prédites pour les deux modalités 'fortement pour de meilleures chances pour les Suisses' et 'fortement pour égalité des chances', se basant sur des estimations de modèle polytomique ordonné lorsque toutes les variables explicatives sont fixées à leurs valeurs moyennes. Le risque de chômage au cours des douze prochains mois est mesuré sur une échelle allant de 0 (= aucun risque) à 10 (= un risque certain).

Source: Pecoraro, Ruedin / La Vie économique

le niveau de formation fait l'objet d'une attention systématique et rigoureuse.

Contrairement à la plupart des études antérieures, nous tenons compte de la non-linéarité dans le niveau de formation. En d'autres termes, nous rejetons l'hypothèse que les travailleurs étrangers sont majoritairement peu formés. Ceci est nécessaire étant donné que les étrangers sont surreprésentés à la fois en haut et en bas de l'échelle de formation (voir *graphique 1*). La concurrence sur le marché du travail est généralement appréhendée en fonction des niveaux ou des années d'études. Notre stratégie de modélisation permet d'aller plus loin. En particulier, nous pouvons examiner l'interaction entre la formation et le risque de chômage. Cela nous permet de mieux identifier ou évaluer l'exposition à la concurrence des travailleurs étrangers. Certains facteurs non économiques, tels que le soutien aux traditions suisses, sont en outre inclus dans l'étude pour établir si l'association entre formation et attitudes ne reflète pas des valeurs et des croyances culturelles plutôt qu'une compétition sur le marché du travail.

L'appréciation varie en fonction du niveau d'études et des valeurs culturelles

Les résultats suggèrent que, comparativement aux travailleurs au bénéfice d'une *for-*

mation secondaire supérieure (généralement titulaires d'un diplôme d'apprentissage), ceux ayant un niveau de *formation obligatoire* sont plus susceptibles de manifester des attitudes négatives envers les étrangers. Les plus instruits (*formation tertiaire*) ont tendance à être ouverts aux étrangers. En d'autres termes, il existe une relation entre l'appréhension de l'autre et l'éducation. Ceci est en accord avec les recherches antérieures, selon lesquelles les travailleurs migrants sont supposés être majoritairement peu qualifiés. Ces différences de perception s'effacent, toutefois, quand on tient compte des valeurs et des croyances culturelles, qui semblent omises dans la littérature citée. Si on les réintègre dans le débat, une personne de formation obligatoire et une autre de formation intermédiaire ont la même probabilité d'être contre les étrangers.

Recourir uniquement au niveau de formation fournit une image incomplète de l'exposition des Suisses à la concurrence étrangère sur le marché du travail. À ce titre, nous proposons des analyses supplémentaires permettant de faire interagir le niveau de formation avec le risque de chômage. En fait, la relation entre le niveau de formation et les attitudes envers les étrangers reste inchangée, quel que soit le risque de chômage reporté par les individus. En revanche, les travailleurs hautement formés ont tendance à se fermer lorsqu'ils perçoivent un risque élevé de chômage. Au-

trement dit, il existe une interaction significative entre le niveau de formation et le risque de chômage. Si l'on représente cette relation graphiquement, les travailleurs qui disposent d'une formation tertiaire sont ceux dont la courbe est la plus inclinée (voir *graphique 2*). La pente est positive dans le quadrant de gauche et négative dans celui de droite. À noter que cette association reste significative lorsque l'on tient compte des valeurs et des croyances culturelles. Dès lors, le lien entre un niveau élevé de formation et des attitudes positives à l'égard des étrangers cache une image plus complexe, dans laquelle un risque plus élevé de chômage conduit à des comportements moins favorables.

valeurs et les croyances individuelles. Nous concluons que les explications économiques et culturelles ne doivent pas être considérées comme concurrentes pour expliquer les attitudes envers les étrangers. Elles sont complémentaires et affectent les différentes parties de la population de façon distincte. ■

Les explications économiques et culturelles se complètent

Dans l'ensemble, les résultats de l'étude soutiennent des éléments de la théorie de la concurrence entre travailleurs suisses et étrangers sur le marché de l'emploi. Cette relation existe uniquement pour un groupe spécifique: les personnes hautement qualifiées. À l'autre extrémité de l'échelle des compétences, les attitudes négatives envers les étrangers semblent être guidées par les

Encadré 3

Références

- Pecoraro Marco et Ruedin Didier, FORS Working Paper Series, 2013 (5), pp. 1–37.
- Pecoraro Marco et Ruedin Didier, *More than this: Attitudes towards foreigners, occupational ethnic concentration and labour market shortages in Switzerland*, en cours.



**Coudre des chemises
12 heures par jour.
Enfermé avec 10 autres
enfants. Par 38 degrés.**

C'est la triste réalité pour des millions d'enfants exploités comme Sunita. Vous pouvez aider maintenant: tdh.ch
 www.facebook.com/tdh.ch

 **Terre des hommes**
Aide à l'enfance. tdh.ch